

Alain Falento sur Breizh Info : Les USA ont dessiné l'UE selon leurs besoins



Sortir de l'Europe, une question de vie ou de mort. Tel est le titre d'un livre, édité aux éditions Riposte Laïque ([à commander ici](#)) et écrit par Alain Falento.

Pour l'auteur, cela ne fait aucun doute, l'Union Européenne et ses institutions se sont construites sans les peuples qui composent notre continent. *« Pendant 40 ans, la construction européenne s'est déroulée sans nous ; depuis la ratification du traité de Maastricht, elle se fait malgré nous. L'euro ne constitue absolument pas une sécurité pour la France et les Français, au contraire. L'Allemagne vampirise l'Europe. La guerre menée contre la Russie, sous l'égide de l'Otan, va*

d'abord frapper les peuples européens, et accélérer l'inévitable krach financier. Les instances européennes mettent délibérément nos vies en danger. La monnaie numérique que l'Union européenne rêve de mettre en place dissimule une ultime spoliation des citoyens. Après le passe sanitaire, ils rêvent de mettre en place le passe climatique, pour aller vers un contrôle social à la Chinoise de la population. Si nous ne prenons pas collectivement conscience de l'état critique de la situation, en sortant de l'Union européenne et de l'euro, nous allons entériner la disparition d'un pays vieux de 1500 ans. Il est encore possible d'éviter cette catastrophe, mais le temps nous est compté. Question de vie ou de mort »

Un livre qui appelle nécessairement à un débat. Un débat saisi au vol par notre rédacteur en chef, qui a posé quelques questions à Alain Falento.

Breizh-info.com : Pouvez-vous, tout d'abord, vous présenter à nos lecteurs ?

Alain Falento : J'ai 48 ans, j'ai exercé les fonctions de gestionnaire de fonds dans une grande banque française, de consultant en investissement pour des groupes étrangers, et de chef d'entreprise dans des domaines variés. Je m'intéresse depuis longtemps au concept de souveraineté dans tous ses aspects, et particulièrement sous l'angle économique et financier.

Breizh-info.com : Vous expliquez dans votre nouvel ouvrage que « la construction européenne s'est faite sans nous » Mais qui est le nous ? En quoi le peuple français est-il plus impliqué dans la construction de la société française que de la société européenne ?

Alain Falento : Entre le plan Schuman de 1950, et le traité de

Maastricht de 1992, pas une seule fois le peuple français n'a été consulté sur la question de la construction européenne. Pire encore, Monnet et Schuman ont même avoué fièrement que, dès le début, les détails du plan avaient été volontairement cachés aux membres du gouvernement français afin d'éviter toute forme de contestation. Cela en dit long sur la vision qu'avaient ces gens de la démocratie.

La dernière fois que nos dirigeants ont daigné nous consulter, c'était en 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen, et le référendum s'était soldé par un « Non ». Malgré cela, les autocrates européens sont passés outre, et ont malgré tout poursuivi la construction européenne comme ils l'entendaient. Il ne me semble donc pas illégitime de considérer que cette Union européenne s'est faite sans nous, le peuple, jusqu'au Traité de Maastricht de 1992, et même malgré nous depuis 2005.

La comparaison que vous faites entre l'implication du peuple français dans la construction européenne et dans l'évolution de la société française est très intéressante. En ce qui concerne la société française, vous avez toujours le loisir de voter pour qui vous voulez tous les 5 ans, alors que les autocrates européens sont purement et simplement nommés, et échappent à la sanction du suffrage universel.

Cependant, ces deux problématiques ne sont pas indépendantes ; comme nous l'évoquerons sans doute un peu plus loin dans l'entretien, l'évolution de la société française dépend en réalité complètement de la Commission européenne depuis la ratification du traité de Maastricht.

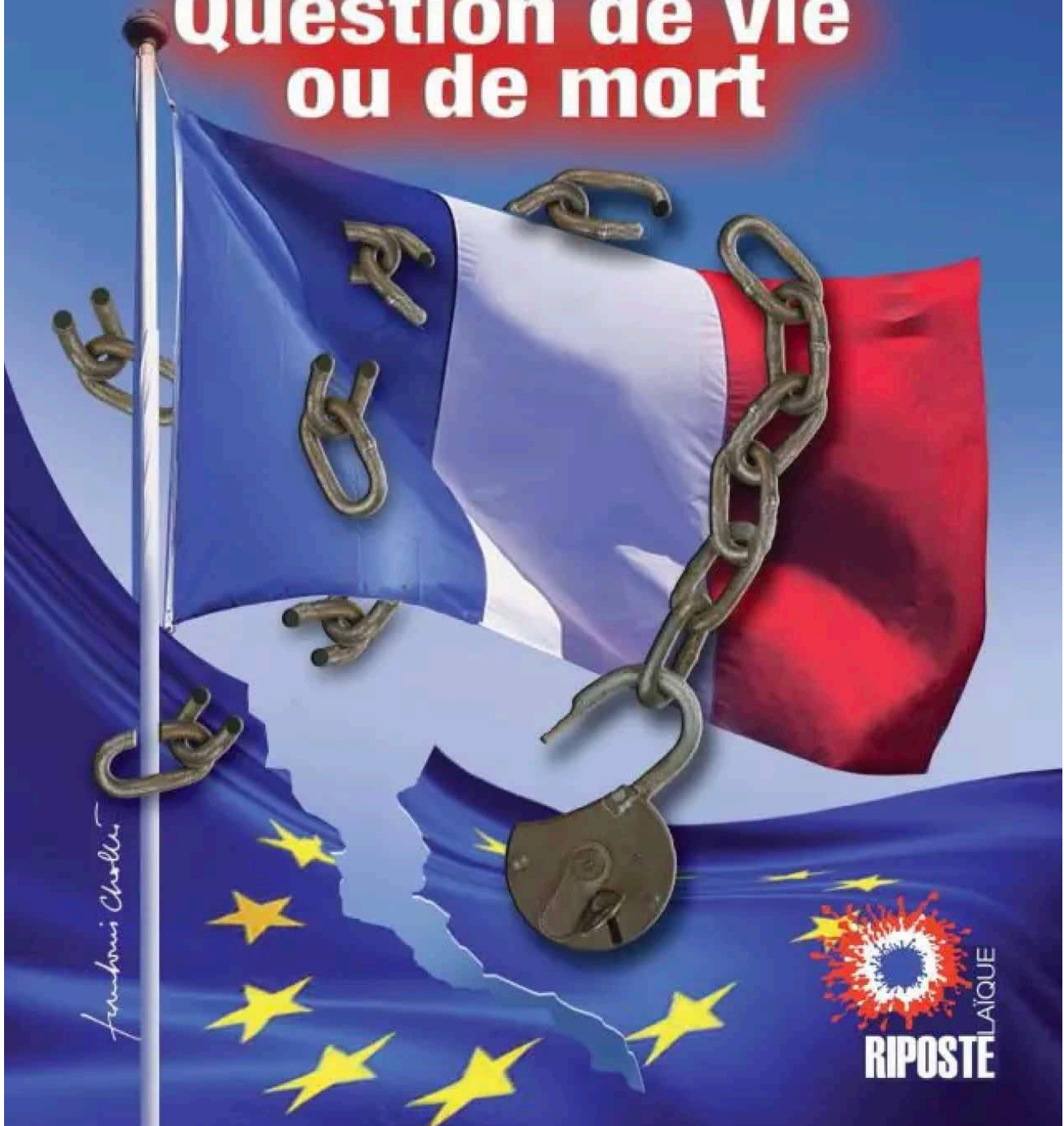
Par exemple, ce que nos dirigeants appellent pudiquement « la mutation démographique » de la France, à savoir l'invasion migratoire, n'est plus du ressort de l'État français depuis qu'il s'est volontairement dessaisi de cette prérogative en ratifiant le traité de Maastricht en 1992. Le peuple français n'a tout simplement plus son mot à dire en la matière.

Alain Falento

30 ANS APRÈS MAASTRICHT

SORTIR DE L'EUROPE

Question de vie
ou de mort



François Chollet

RIPOSTE LAÏQUE

Breizh-info.com : Il y a chez les souverainistes français l'argumentation continue évoquant la perte de souveraineté au profit de l'Union Européenne. Mais la République française n'est-elle pas la maman, le moteur, avec l'Allemagne, de la philosophie de l'UE ? Finalement, ne sont-ce pas tous les autres pays qui constituent l'UE qui sont les victimes, non pas de l'UE, mais de la France et de l'Allemagne ?

Alain Falento : Il ne faut pas s'imaginer que la construction européenne est d'origine européenne. Cela fait partie des mythes fondateurs, un continent qui aurait collectivement pris conscience de la nécessité de la construction d'une entité supranationale afin de garantir une paix éternelle et une prospérité insolente. La vérité est hélas différente. L'Allemagne et la France n'avaient tout simplement par leur mot à dire à la sortie de la seconde guerre mondiale. Les États-Unis opéraient sur l'Europe occidentale un contrôle économique, militaire et idéologique total, et ils ont dessiné l'Union européenne selon leurs besoins. Ils nous ont même imposé leur mythologie avec les Pères Fondateurs et la notion d'États-Unis d'Europe !

Le Général de Gaulle n'a jamais cru dans les structures supranationales, et il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour en limiter le développement. Hélas, ceux qui lui ont succédé se sont tout simplement vautrés dans l'idéologie européiste.

La construction européenne, telle qu'elle s'est faite jusqu'à maintenant, a eu pour unique objectif de servir les intérêts de l'Allemagne, qui est parvenue à imposer ses vues à des dirigeants français indigents. Il faut l'admettre, depuis Pompidou, nous n'avons élu que des traitres à la tête de notre pays, boursouflés d'ambition européenne, et peu intéressés par la défense des intérêts de ceux qui les ont pourtant amenés au pouvoir. Les trois derniers (Sarkozy, Hollande et Macron) se sont même complus dans une servilité totale vis-à-vis de l'Allemagne.

Quant aux autres membres de l'Union européenne, hors membres fondateurs, ils ont tous pleuré et supplié pour en faire partie. Les pays du Sud et les derniers entrants (pays de l'ex bloc communiste) ont grassement profité des fonds européens pour sortir du sous-développement. Ils doivent à l'Union européenne, et donc en grande partie à la France, de bénéficier aujourd'hui d'infrastructures modernes. Les pays, dits du Club de Visegrad (Pologne, Hongrie, Tchéquie et Slovaquie), pour nous remercier, se liguent en un groupe de pression afin de maximiser le montant de leurs subsides européens. La seule vraie victime de l'Union européenne, c'est bien la France ! Nous payons plus de 20% du budget européen, et nous ne récoltons que désindustrialisation, trahison, immigration et concurrence déloyale de la part de nos pseudo partenaires européens.

Breizh-info.com : Vous évoquez la mise en place à venir d'un pass climatique. Mais les autorités françaises n'ont pas attendu l'UE pour tout verrouiller dans le pays. Là encore, l'UE semble avoir le dos large non ?

Alain Falento : Il convient de bien comprendre qu'aucun passe vaccinal, climatique ou énergétique ne peut voire le jour en France si la Commission européenne n'en est pas à l'origine. C'est écrit noir sur blanc dans les traités, toute régulation de la circulation des personnes au sein de l'espace Schengen est du ressort exclusif de l'union européenne, excepté pour une très courte durée, et dans le cadre de mesures d'urgence. Par contre, je vous concède bien volontiers que, lorsqu'il s'agit de prendre des mesures liberticides, les dirigeants et fonctionnaires français font preuve d'un zèle malsain.

Depuis la ratification du traité de Maastricht, nous avons de notre plein gré accepté de ne plus être un État à part entière. Nous ne possédons plus aucun des attributs d'un État souverain (battre monnaie, voter les lois, rendre la justice, décider de la paix et de la guerre, décider qui se trouve sur le territoire et qui obtient la nationalité).

Plus aucune décision d'importance ne se prend au niveau national. Le seul pouvoir de décision qui reste à l'exécutif réside dans la mise en place de petites brimades envers la population (vitesse réduite sur les routes, zones à faible émission, éborgnement et mutilation de gilets jaunes).

L'Assemblée nationale n'est qu'une chambre d'enregistrement des directives européennes, rien de plus. Soit les lois qui y sont votées correspondent au cadre fixé par l'Union européenne, soit elles sont retoquées directement par le Conseil d'État, la Cour de Justice de l'Union européenne ou la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Quant au gouvernement, il n'a absolument aucune marge de manœuvre. Même le budget de l'État est validé au niveau européen.

Vous avez d'ailleurs certainement remarqué que les présidents français se déplacent systématiquement dans les sommets internationaux, flanqués par un ou plusieurs représentants de la Commission européenne. C'est un symbole très fort de notre perte totale de souveraineté économique et de notre mise sous tutelle en matière de politique de défense.

A mon sens, c'est cette désertion du pouvoir des instances nationales qui explique la baisse de qualité du personnel politique ; le pouvoir ne se trouve plus là. Des gens d'une médiocrité effrayante qui, il y a 30 ans, n'auraient jamais pu caresser le moindre espoir de devenir député, se retrouvent aujourd'hui à mener les débats à l'Assemblée nationale. Là où l'on débattait il y a quelques décennies de l'abolition de la peine de mort, ou du droit à l'avortement, on discute maintenant du symbole machiste du barbecue...

Breizh-info.com : Vous dites que l'euro ne constitue pas une sécurité pour les Français. Techniquement, à quoi amènerait un retour au franc ?

Alain Falento : Il faut être sacrément de mauvaise foi pour continuer de soutenir que l'euro constitue une sécurité pour

les Français. D'ailleurs, même les thuriféraires de l'euro ne s'aventurent même plus à l'affirmer. Il y a 20 ans, on nous garantissait que l'euro allait être une source de prospérité et de stabilité qui ferait jeu égal avec le dollar américain, le yen et le yuan. A peine huit ans après sa création, la zone euro était déjà au bord de l'explosion, et ne doit sa survie qu'à l'intervention des américains. Les pays du Sud et la France se sont endettés au-delà de toute limite à cause d'une devise qui ne correspond pas à leurs besoins. Plus personne n'ose affirmer que l'euro est une devise appropriée pour la France ; on se contente de nous menacer en nous expliquant que la sortie est impossible, car trop compliquée et que notre sortie de l'euro entraînerait sa disparition et celle de l'Union européenne.

Nous acceptons donc sans broncher un renversement de la charge de la preuve. Ce qui était un outil de prospérité est devenu un but en soi, et on tente de nous faire accepter des raisonnements qui défient les lois de la logique élémentaire, consistant à dire que qu'il faut sauver l'euro pour sauver l'U.E, car sans l'U.E il n'y aura plus d'euro.

Si vous observez la santé économique des membres de l'Union européenne, vous remarquerez que ceux qui ont conservé leur devise nationale (Suède, Danemark, Royaume-Uni) n'ont absolument pas changé d'avis, bien au contraire. Même les derniers entrants, comme les pays de l'Est (Pologne, Rep. Tchèque, Hongrie) ne manifestent plus la volonté de faire partie de la zone euro, bien que théoriquement, cela fasse partie des traités.

Quant à l'impossibilité d'un retour au franc, je rappellerai simplement que nous sommes bien passés du franc à l'euro. Pour quelle raison l'inverse ne serait-il pas possible. L'argument d'irréversibilité ne vise qu'à nous faire peur. En 1991, l'URSS s'est effondrée, donnant naissance à plus de 15 nouveaux pays qui ont tous une monnaie nationale et une banque centrale. L'Islande a environ 300 milles habitants, mais

possède sa banque centrale et sa monnaie. La Tchécoslovaquie s'est scindée en deux parties, la République Tchèque, qui a sa propre devise, et la Slovaquie qui est dans la zone euro. Le Royaume-Uni, pays d'une taille comparable au nôtre tant en termes de population que de PIB, n'a jamais abandonné sa devise nationale. Alors pourquoi diable ce qui est vrai pour les autres ne le serait pas pour nous ?

Ceux qui tentent désespérément de nous convaincre qu'une sortie de l'euro est impossible utilisent un argument économique et un argument juridique. Le premier nous menace d'une inflation épouvantable en cas de retour au franc. Mais l'inflation, nous l'avons déjà, car l'euro ne nous protège en rien. Cette période d'inflation que nous vivons actuellement n'est que très partiellement due à la situation en Ukraine ; elle est surtout la conséquence d'une baisse de l'euro. Si l'euro s'effondre face au dollar, générant la majeure partie de l'inflation, c'est avant tout parce que l'euro n'est plus une devise qui inspire confiance au niveau mondial, et c'est un euphémisme de le formuler ainsi.

Le deuxième argument justifiant d'une impossibilité de sortir de l'euro, utilise le fait que notre dette gigantesque est libellée en euros, et que par conséquent elle doit être réglée en euros. Je ne sais pas s'il faut rire ou pleurer d'un argument comme celui-là, quand on sait qu'avant l'avènement de l'euro, notre dette était libellée en franc, et que visiblement il n'y a pas eu de problèmes pour la convertir en euros.

Il existe une loi internationale, dite « *Lex Monetae* », qui stipule qu'un état a le droit de rembourser sa dette dans sa monnaie nationale, si cette dette dépend de son droit national. Environ 95% de la dette française étant de droit français, elle pourra donc être remboursable en francs. De plus, nous serions en droit d'en fixer nous-même la parité vis-à-vis de l'euro. L'économiste Jacques Sapir a depuis longtemps traité de ce sujet.

De plus, comme je l'explique dans mon livre, l'euro n'est pas une monnaie unique, mais une monnaie commune. Techniquement c'est très différent, car la vérité c'est qu'il n'y a pas un euro, mais 19 euros différents, dont on force les cours de change à parité. Sortir de l'euro est techniquement bien plus facile qu'on ne le pense, et ce d'autant plus que nous avons conservé notre banque nationale (la Banque de France), à l'instar des 18 autres pays de la zone euro. En réalité, c'est comme si l'euro avait dès le départ été construit pour disparaître, contrairement à tout ce qui est dit par nos dirigeants.

La question qu'il convient de se poser n'est pas ce qu'il se passerait en cas de retour au franc, mais plutôt ce qui va nous arriver si nous restons dans l'euro. Personnellement, entre la certitude de se crasher dans un mur à pleine vitesse, et sauter en marche malgré les blessures éventuelles, je préfère de loin la deuxième solution.

Certains pays seront de toute façon contraints de sortir de la zone euro. L'Italie, et même la France, ne pourront pas tenir face à la hausse des taux qui a été amorcée par la BCE. Il est préférable de décider nous-même de la date de sortie que d'en être éjectés de force.

De plus, il est un scénario que peu de gens veulent considérer, mais qui nous plongerait dans une crise extrêmement grave : la sortie volontaire de l'Allemagne de l'euro. Cette éventualité est à considérer plus que jamais. Ce pays n'hésitera pas un instant à franchir le pas si cela est nécessaire au maintien de sa suprématie économique.

Breizh-info.com : Si demain, la France quitte l'Union Européenne, cette dernière meurt de facto. Mais eu égard à la tiers mondialisation du pays à l'heure actuelle, comment entendez-vous pouvoir rivaliser avec d'énormes blocs comme les USA, la Chine, la Russie, l'Inde, sans alliance continentale ?

Alain Falento : Vous avez entièrement raison, l'Union européenne ne survivrait pas à un départ de la France. Et alors ? Nous devons crever la gueule ouverte, accepter une immigration insupportable et un chômage de masse pour sauver une structure qui était supposée nous offrir sécurité et prospérité pour l'éternité, mais n'a tenu aucune de ses promesses ? Il ne faut pas confondre la fin et les moyens. Comme toute structure nuisible, l'Union européenne doit disparaître.

L'argument de la taille est le plus utilisé par les européistes ; comme par hasard, la France aurait exactement la taille non optimale pour être souveraine. Ce n'est vraiment pas de chance.

L'argument de la taille, pour justifier l'existence de l'Union européenne, ne tient pas. Il existe une multitude d'états souverains (Suisse, Corée du Sud, Royaume-Uni) qui sont plus petits que nous ou de taille comparable, et qui parviennent à défendre leurs intérêts face aux grandes puissances démographiques et économiques. Pour quelle raison n'en serions-nous pas également capables ? sommes-nous plus médiocres qu'eux ? De plus, il ne faut pas confondre sortie de l'Union européenne et fin de la coopération avec les autres États européens. De par notre position géographique, notre démographie et notre PIB, nous sommes incontournables. Nos principaux voisins signeront bien évidemment avec nous des accords de coopérations bilatéraux, comme il en a toujours été, bien avant le Traité de Maastricht. Il n'est tout simplement plus acceptable que des fonctionnaires européens signent des accords internationaux en notre nom, contre nos intérêts fondamentaux, sans que nous ne puissions rien faire.

Si vous vous plongez dans la lecture des traités européens, vous y constaterez qu'il n'y est aucunement question de nous protéger contre qui que ce soit. L'Union européenne, du point de vue économique, n'est que l'institutionnalisation d'une guerre économique totale entre les états membres, à travers la

sacrosainte concurrence libre et non faussée, et la libre circulation des personnes et des capitaux. Ainsi, nos portes sont grandes ouvertes aux prédateurs du monde entier, qui s'emparent de toutes nos entreprises et infrastructures stratégiques, conquièrent nos marchés, sans que l'Union européenne ne demande aucune réciprocité.

Dans le domaine agricole, par exemple, l'U.E n'a jamais défendu les intérêts de nos agriculteurs. Bien au contraire, l'U.E n'a de cesse que de signer des accords de libre échange avec des puissances agricoles qui ne sont pas soumis aux mêmes normes que nous. Si nous restons au sein de cette structure supranationale, d'ici quelques décennies, il n'y aura tout simplement plus d'agriculteurs en France.

Breizh-info.com : Dernière question, provocante sans doute. Le souverainisme n'est-il pas finalement un vieux conservatisme dépassé qui par ailleurs, n'a pas montré dans le passé récent qu'il était garant de la sécurité des peuples, cf les deux guerres civiles en Europe au 20ème siècle ? A l'heure où l'homme blanc est menacé de devenir une minorité y compris sur sa propre terre, le souverainisme ne doit-il pas être dépassé par d'autres politiques, d'autres priorités ?

Alain Falento : Il ne faut pas confondre le souverainisme et le conservatisme. Le souverainisme, au sens littéral du terme, n'est que la doctrine qui soutient la structure nationale par oppositions aux instances supranationales. Le souverainisme peut donc faire montre de conservatisme, ou non, selon les besoins.

La question cruciale que vous posez est la suivante : l'échelon national est-il le plus pertinent pour préserver la paix et répondre au défi démographique que nous pose l'Afrique ? Il est légitime de se poser la question, mais le principe de réalité s'impose. L'Union européenne est une fiction. J'ai vécu dans de nombreux pays européens, et je dois avouer que je ne sais pas ce qu'est un citoyen européen. Il

n'y a pas plus de peuple européen que de licorne.

Quant à la paix dont notre pays a bénéficié depuis près de 80 ans, il le doit plus à son armée et à sa bombe atomique qu'à l'Union européenne. Quand le gaz et l'énergie viendront à manquer, que le chômage et l'inflation feront des ravages, nous verrons bien ce qu'il restera de cette utopie supranationale européenne.

Une autre option consisterait à considérer que, si l'échelon supranationale n'est pas le plus pertinent pour répondre aux problèmes de sécurité qui se posent à nous, alors l'échelon régional l'est peut-être. Certains pensent même que c'est à l'échelle locale qu'il faut se désarrimer de l'État central. Je pense personnellement que la dernière stratégie est la plus pertinente, comme mesure d'urgence. Toutes les stratégies de type « sécessioniste » doivent cependant se faire dans la discrétion, car vous avez beau décider de vous déconnecter de l'État central, ce dernier ne va malheureusement pas accepter de se déconnecter de vous.

En effet, nous vivons dans un monde dans lequel règne l'ordre westphalien. Que nous le voulions ou non, la seule structure qui soit reconnue internationalement, c'est celle de la nation. Vous pouvez vous sentir Breton, Corse ou Catalan, vous ne disposez cependant que de la nationalité française, qui est la seule qui sera reconnue en France comme à l'étranger. On peut le déplorer, mais il en est ainsi et cela ne va probablement pas changer de sitôt.

Il faut être raisonnable ; souverainistes ou régionalistes, nous avons tous un problème commun : l'immigration de masse et notre disparition programmée. Il ne sert à rien de discuter des impôts, des taxes et des retraites si nous sommes balayés par des nuées d'immigrants venus d'Afrique, la plupart musulmans de surcroît. Si nous ne réagissons pas, il ne restera rien de notre pays et de nos régions. Il faut s'opposer à leur installation par tous les moyens possibles.

C'est ça la priorité. Le reste pourra se discuter plus tard.

Une chose est cependant certaine : l'Union européenne est profondément immigrationniste, et nous lui avons transféré toutes les compétences en matière de politique migratoire. Il est donc plus qu'urgent de nous extraire de cette structure au plus vite, si nous ne voulons pas être minoritaires dans notre pays dans 30 ans.

Propos recueillis par YV

Crédit photo : DR

[cc] Breizh-info.com, 2022, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine